



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

**Arrêté du 24 janvier 2022
portant
mise en demeure à la société DMC SAS de
respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2014023-0010 du
23 janvier 2014 réglementant ses installations sises à Mulhouse**

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I,

VU l'arrêté préfectoral n° 2014023-0010 du 23 janvier 2014 autorisant la société DMC à exploiter des installations sur le site de Mulhouse,

VU le rapport du 14 janvier 2022 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014– article 7.5.5 prescrit que les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 25 octobre 2021 l'inspection a constaté qu'une cuve d'acide chlorhydrique est sur la même rétention qu'une cuve de soude caustique.

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014– article 7.5.3 prescrit que « Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

(...)

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale

des fûts,

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. »

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 25 octobre 2021 l'inspection a constaté que

- l'atelier de teinture présente des produits corrosifs (acides forts) sur des rétentions inadaptées en termes de contenances,
- les produits entreposés dans l'atelier de teinture sont reliés à un bassin de rétention au niveau du sous-sol. Une porte débouche sur l'extérieur. Or un déversement accidentel à proximité de cette porte n'est pas canalisé vers la rétention en sous sol.

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014– article 7.6.2. prescrit que « L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. [...] »

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 25 octobre 2021 l'exploitant n'a pas pu porter à la connaissance de l'inspection le document portant les informations désignées ci-dessus.

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement :
« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1^{er} :

La société DMC SAS sise 13 rue de Pfastatt à Mulhouse (68 057), est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cet arrêté**, les dispositions des articles ci-dessous de l'arrêté préfectoral en date du 23 janvier 2014.

Article 2 :

Conformément à :

Article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral susvisé du 23 janvier 2014

« Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

(...)

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. »

Article 3 :

Conformément à :

Article 7.5.5 de l'arrêté préfectoral susvisé du 23 janvier 2014

« Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...] »

Article 4 :

Conformément à :

Article 7.6.5. de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014

« - Ces équipements (*moyens d'intervention*) sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. [...] »

Article 5 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement,

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des Installations Classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié durant deux mois sur le site internet de la préfecture.

À Colmar, le 24 janvier 2022

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.